

§ 2. Les redevances doivent être versées à la direction de l'aéroport sous réserve de l'application des dispositions reprises ci-après.

§ 3. Les redevances fixées aux chapitres Ier et II réglées par abonnement, doivent être payées d'avance à la direction de l'aéroport.

§ 4. La direction de l'aéroport peut accepter sur demande de l'utilisateur que les redevances fixées aux chapitres Ier et II non réglées par abonnement, soient payées dans les trente jours à partir du jour d'envoi de la facture. Les montants des garanties éventuelles sont fixés par le Gouvernement flamand.

La direction de l'aéroport a le droit d'appliquer les intérêts de retard légaux aux montants des factures non payées dans le délai prévu ci-dessus. Chaque partie de mois est considérée comme mois entier.

§ 5. L'exploitant de l'aéronef ou son représentant transmet à la direction de l'aéroport une déclaration mentionnant le nombre de passagers embarqués pendant la journée, ou un manifeste lorsqu'il s'agit d'un transport de marchandises, afin de percevoir les redevances dues en vertu des articles 2 et 6. Ceci se fera au plus tard le jour après l'embarquement, avant dix heures.

Si le document n'est pas transmis dans le délai prescrit, la redevance sera déterminée suivant le nombre de sièges disponibles à bord.

§ 6. Les redevances dues en raison d'actes de concession ou de contrats prévus aux chapitres IV, V et VI, sont réglables suivant les modalités stipulées par l'acte de concession ou par le contrat.

§ 7. La T.V.A. éventuelle n'est pas comprise dans les redevances mentionnées dans le présent arrêté. Le taux d'imposition par application de l'arrêté royal du 17 mars 1992 relatif à la T.V.A., s'élève à 20,5 %.

Art. 22. La direction de l'aéroport peut interdire le décollage de tout aéronef pour lequel les redevances n'ont pas été réglées dans les délais prescrits.

Chaque commandant d'aéronef négligeant l'interdiction de décoller, ainsi que quiconque, prêtant volontairement ou sciemment concours à cette infraction, s'expose aux sanctions prévues par l'article 32 de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 concernant la réglementation de l'aviation.

#### CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 23. Les abonnements et actes de concession délivrés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent en vigueur jusqu'à leur expiration.

Art. 24. L'arrêté du Gouvernement flamand du 24 mars 1993 déterminant les redevances d'emploi des aéroports d'Anvers et d'Ostende est abrogé.

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1995.

Art. 26. Le Ministre flamand qui a les Communications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles,

J. SAUWENS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 765

[C — 27180]

**9 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1992**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1992;

Vu les avis de la Société régionale wallonne du Logement, donnés les 12 septembre 1994 et 13 février 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est de première importance de modifier les règles d'attribution des logements sociaux afin d'améliorer de manière concrète les procédures en vigueur dans ce domaine;

Considérant que les sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement doivent disposer du temps nécessaire pour intégrer lesdites modifications des règles d'attribution dans leur fonctionnement, notamment sur le plan informatique;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par les mots « arrêté de l'Exécutif régional wallon » l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1992.

**Art. 2.** Dans l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, il est ajouté « § 1er » avant les mots « le logement adapté ».

Le même article 5 est complété par le paragraphe suivant :

« § 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 15, § 5, si le locataire loue un logement inadapté comportant au moins deux chambres excédentaires et que la société lui en propose un autre adapté dans la même commune, il est tenu d'y emménager dans un délai de trois mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la notification par voie recommandée de la proposition de mutation faite par la société. »

**Art. 3.** Dans l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, le § 3 est remplacé par le texte suivant :

« § 3. Dans chaque catégorie, le logement vacant est attribué au candidat locataire qui totalise le plus grand nombre de points obtenus en fonction des situations suivantes :

Situations	Points
Le locataire qui doit quitter un logement ayant fait l'objet d'un arrêté d'inhabitabilité. L'occupant d'un logement reconnu inhabitable par les agents de la Division du Logement. Le locataire qui doit quitter un logement ayant fait l'objet d'un arrêté d'expropriation. Le locataire qui doit quitter un logement devenu insalubre par surpeuplement. La personne qui se trouve dans un cas d'extrême urgence sociale. Est considérée comme se trouvant dans un cas d'extrême urgence sociale la personne qui : — soit a été victime d'un événement calamiteux; — soit est reconnue sans-abri par un Centre public d'aide sociale; — soit quitte une caravane qu'elle occupait à titre de résidence principale.	8
Le couple, marié ou composé de personnes qui vivent maritalement depuis moins de huit ans et ont au moins un enfant à charge. La personne divorcée ou en instance de l'être, avec un ou plusieurs enfants à charge. La femme seule enceinte ou le parent seul avec un ou plusieurs enfants. Le ménage dont les conjoints sont âgés de moins de 30 ans.	6
Le bénéficiaire d'une pension de prisonnier de guerre et l'invalidé de guerre. L'ancien prisonnier politique et ses ayants droit. L'ouvrier mineur et l'ancien ouvrier mineur.	4
Le locataire dont le bail est résilié par le bailleur en application de l'article 3, § 2, de la loi du 21 février 1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer, modifiée par la loi du 1er mars 1991.	3
La personne qui ne peut plus exercer d'activité professionnelle à la suite d'une maladie professionnelle reconnue ou d'un accident de travail, ou celle qui a une telle personne à sa charge. La personne qui ne peut plus exercer d'activité professionnelle à la suite d'une perte d'emploi. Le handicapé ou la personne qui a un handicapé à sa charge au sens du Code des impôts sur les revenus.	2
La personne qui quitte un bateau pour lequel l'Etat accorde une prime de déchirage.	

A ces critères s'ajoutent deux points par année d'ancienneté de la demande de candidature conformément aux dispositions de l'article 4 ».

**Art. 4.** Dans l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, le § 1er est remplacé par le texte suivant :

« Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 4, s'il est adapté, le logement vacant est attribué dans l'ordre :

- 1° au ménage de la première catégorie avec le plus grand nombre de points;
- 2° au ménage de la seconde catégorie avec le plus grand nombre de points.

A égalité de points, le logement est attribué d'abord au ménage dont la résidence principale est située sur le territoire d'une commune détenant des parts dans le capital de la société concernée et ensuite au ménage dont l'inscription dans le registre des candidatures est plus ancienne.

La candidature d'un ménage ayant refusé un logement est radiée. Elle devra être renouvelée conformément aux dispositions de l'article 4 pour être à nouveau prise en considération.

Au cours d'une même année, il doit être attribué au moins deux tiers des logements aux candidats locataires de la première catégorie visée à l'article 6, § 2, sauf en ce qui concerne des sociétés ayant fait l'objet d'une décision motivée de la Société régionale wallonne du Logement. »

**Art. 5.** L'article 12 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon est remplacé par le texte suivant :

« Le locataire qui s'estime lésé par une décision de la société peut introduire une réclamation au siège de celle-ci, sous pli recommandé, dans le mois qui suit la notification de cette décision.

Après avis du commissaire de la Société régionale wallonne du Logement, la société est tenue de se prononcer par décision motivée sur la réclamation dans le mois de l'introduction de celle-ci et de communiquer sa décision au locataire par lettre recommandée. »

**Art. 6.** Dans l'article 15 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, le § 3, alinéa 2, est remplacé par le texte suivant :

« Les revenus minima pris en considération par la société lors du calcul du loyer ou de sa révision ne peuvent être inférieurs à 241 240 francs pour une personne isolée et à 321 654 francs pour les autres ménages. »

Dans le même article, il est ajouté un § 5 dont le texte est le suivant :

« A l'issue du délai dont question à l'article 5, § 2, le locataire dont le ménage ne comporte aucun membre handicapé paie, en plus du loyer calculé conformément aux articles 15 et 19, un supplément de 1 000 francs par mois et par chambre excédentaire, la première de ces chambres étant exemptée de ce supplément. »

**Art. 7.** L'article 18 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon est remplacé par le texte suivant :

« § 1er. Les montants mentionnés aux articles 3 et 6 sont rattachés à l'indice des prix à la consommation du mois de septembre 1991. Sur proposition de la Société régionale wallonne du Logement, ils varient le 1er janvier de chaque année, en fonction de l'indice du mois de septembre de l'année précédente, par paliers de 2 %. Ces montants résultants de cette adaptation sont arrondis au millier de francs.

§ 2. Le montant mentionné à l'article 15, § 2, est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de septembre 1994.

Il varie le 1er janvier de chaque année, en fonction de l'indice du mois de septembre de l'année précédente.

Le montant résultant de cette adaptation est arrondi à la dizaine de francs.

§ 3. Les montants mentionnés à l'article 15, § 3, 2e alinéa, varient le 1er janvier de chaque année sur proposition de la Société régionale wallonne du Logement. »

**Art. 8.** Dans l'article 19 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, le § 1er est remplacé par le texte suivant :

« Le loyer calculé conformément à l'article 15, §§ 1er et 2, ne peut être inférieur à 12 % des revenus minima visés à l'article 15, § 3, 2e alinéa. »

**Art. 9.** A l'exception de l'article 6, alinéa 1, qui entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté, le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1996.

**Art. 10.** Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 765

[C — 27160]

**9. MÄRZ 1995.** — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juli 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die « Société régionale wallonne du Logement » (Regionale Wohnungsbau-Gesellschaft für Wallonien) oder durch von dieser anerkannte Gesellschaften verwaltet werden, in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1992 abgeänderten Fassung

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der « Société régionale wallonne du Logement »;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die « Société régionale wallonne du Logement » oder durch von dieser anerkannte Gesellschaften verwaltet werden, in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1992 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der am 12. September 1994 und am 13. Februar 1995 abgegebenen Gutachten der « Société régionale wallonne du Logement »;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es dringend notwendig ist, die Bestimmungen für die Zuweisung von Sozialwohnungen abzuändern, um die in diesem Bereich gültigen Durchführungsbestimmungen konkret zu verbessern;

In der Erwägung, daß die von der « Société régionale wallonne du Logement » anerkannten Gesellschaften über die notwendige Zeit verfügen müssen, um die angeführten Abänderungen der Zuweisungsbestimmungen in ihre Arbeitsweise zu integrieren, insbesondere auf EDV-Ebene;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist unter dem Begriff « Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive » der « Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die « Société régionale wallonne du Logement » oder durch von dieser anerkannte Gesellschaften verwaltet werden, in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1992 abgeänderten Fassung » zu verstehen.

**Art. 2.** In Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive wird vor dem Wortlaut « Die geeignete Wohnung » der Begriff « § 1 » eingefügt.

Der genannte Artikel 5 wird durch folgenden Absatz vervollständigt:

« § 2. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 15 § 5, wenn der Mieter eine ungeeignete Wohnung bewohnt, die mindestens zwei überschüssige Zimmer aufweist, und die Gesellschaft ihm innerhalb der gleichen eine andere geeignete Wohnung vorschlägt, ist er verpflichtet, in diese Wohnung einzuziehen, innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem ersten Tag des Monats nach der per Einschreiben eingegangenen Notifizierung des von der Gesellschaft unterbreiteten Verlegungsvorschlags. »

**Art. 3.** In Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive wird § 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

« § 3. In jeder Kategorie wird die zu vergebende Wohnung dem Mietbewerber zugewiesen, der unter Berücksichtigung der nachfolgenden Sachlagen die größte Anzahl Punkte aufweist:

Sachlagen	Punkte
Der Mieter, der eine Wohnung verlassen muß, die Gegenstand einer Unbewohnbarkeitsanordnung war. Der Bewohner einer durch die Beamten der Abteilung Wohnungswesen als unbewohnbar anerkannten Wohnung.	8
Der Mieter, der eine Wohnung verlassen muß, die Gegenstand einer Enteignungsanordnung ist. Der Mieter, der eine Wohnung verlassen muß, die aufgrund einer Übervölkerung gesundheitsschädlich geworden ist. Die Person, die sich in einer schweren sozialen Notlage befindet. Wird als in einer schweren sozialen Notlage betrachtet, die Person die entweder: — Opfer eines schweren Unglücksfalls war; — durch ein ÖSHZ als obdachlos anerkannt wurde; — einen Wohnwagen verläßt, den sie als Hauptwohnsitz bewohnte.	6
Das Ehepaar oder das Paar, das aus in ehelichem Verhältnis seit mindestens acht Jahren zusammenlebenden Personen zusammengesetzt ist, und mindestens ein Kind zu Lasten hat. Die geschiedene Person oder die Person deren Scheidungsverfahren läuft, und die ein oder mehrere Kinder zu Lasten hat. Die alleinstehende schwangere Frau oder der alleinstehende Elternteil, der ein oder mehrere Kinder zu Lasten hat.	4
Der Haushalt, in dem die Ehepartner jünger als 30 Jahre sind. Der Bezugsberechtigte einer Kriegsrente und der Kriegsinvalid. Der ehemalige politische Gefangene und seine Anspruchsberechtigten. Der Untertagearbeiter und der ehemalige Untertagearbeiter.	3
Der Mieter, dessen Mietvertrag durch den Vermieter in Anwendung von Artikel 3 § 2 des Gesetzes vom 21. Februar 1991 zur Abänderung und Vervollständigung der Bestimmungen des Zivilgesetzbuches über die Mietverträge, abgeändert durch das Gesetz vom 1. März 1991, gekündigt wird.	2
Die Person, die infolge einer anerkannten Berufskrankheit oder eines Arbeitsunfalls keine berufliche Tätigkeit mehr ausüben kann oder die Person, die diese Person zu ihren Lasten hat. Die Person, die infolge eines Arbeitsausfalls keine berufliche Tätigkeit mehr ausüben kann. Die behinderte Person, oder die Person, die im Sinne des Einkommensteuergesetzbuches eine behinderte Person zu ihren Lasten hat. Die Person, die ein Boot verläßt, für das der Staat eine Abwrackungsprämie gewährt.	

Diesen Kriterien werden gemäß den Bestimmungen von Artikel 4 pro vollständiges Jahr nach Einreichen des Antrags zusätzlich zwei Punkte hinzugefügt.

**Art. 4.** In Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive wird § 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

« Unbeschadet der in Absatz 4 angeführten Bestimmungen wird die Wohnung, wenn sie geeignet ist, in nachstehender Reihenfolge zugewiesen:

- 1<sup>o</sup> dem Haushalt der ersten Kategorie, der die größte Anzahl Punkte aufweist;
- 2<sup>o</sup> dem Haushalt der zweiten Kategorie, der die größte Anzahl Punkte aufweist.

Bei Punktegleichheit wird die Wohnung zuerst dem Haushalt zugewiesen, dessen Hauptwohnsitz auf dem Gebiet einer Gemeinde gelegen ist, die Kapitalanteile in der betreffenden Gesellschaft besitzt und anschließend dem Haushalt, der am längsten in das Bewerberverzeichnis eingetragen war.

Die Bewerbung eines Haushalts, der eine Wohnung verweigert hat, wird aus dem Verzeichnis gestrichen. Damit sie erneut berücksichtigt werden kann, ist sie gemäß den Bestimmungen von Artikel 4 neu einzureichen.

Im Laufe eines Jahres sind mindestens zwei Drittel der Wohnungen an die Mietbewerber der in Artikel 6 § 2 genannten ersten Kategorie zu vergeben, abgesehen von den Gesellschaften, die Gegenstand eines begründeten Beschlusses der « Société régionale wallonne du Logement » waren. »

**Art. 5.** Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

« Der Mieter der sich aufgrund einer Entscheidung der Gesellschaft benachteiligt fühlt, kann innerhalb eines Monats nach Notifizierung dieser Entscheidung durch ein an den Sitz der Gesellschaft adressiertes Einschreiben eine Beschwerde einreichen.

Nach Stellungnahme des Kommissars der « Société régionale wallonne du Logement » ist die Gesellschaft verpflichtet, innerhalb eines Monats nach Eingang der Beschwerde einen begründeten Beschluß zu fassen und diesen dem Mieter per Einschreiben zu übermitteln. »

**Art. 6.** In Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive wird § 3 Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

« Die Mindesteinkommen, die von der Gesellschaft bei der Berechnung der Miete oder deren Neufestsetzung berücksichtigt werden, dürfen nicht unter 241 240 BEF für eine alleinstehende Person und unter 321 654 BEF für die anderen Haushalte liegen. »

In den gleichen Artikel wird ein § 5 eingefügt, der folgendermaßen lautet:

« Nach Ablauf der in Artikel 5 § 2 genannten Frist zahlt der Mieter, zu dessen Haushalt keine behinderte Person gehört, zusätzlich zu der gemäß den Artikeln 15 und 19 gezahlten Miete einen Mehrbetrag von 1 000 BEF pro Monat und zusätzliches Zimmer, wobei das erste dieser Zimmer von diesem Mehrbetrag befreit ist. »

Art. 7. Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

« § 1. Die in den Artikeln 3 und 6 genannten Beträge werden an den Index der Verbraucherpreise des Monats September 1991 gebunden. Auf Vorschlag der « Société régionale wallonne du Logement » werden sie am ersten Januar eines jeden Jahres unter Berücksichtigung des Indexes der Verbraucherpreise des Monats September des vorangegangenen Jahres um zwei Prozent-Schritte angepaßt. Die aus dieser Anpassung hervorgehenden Beträge werden jeweils auf 1 000 BEF auf- oder abgerundet.

§ 2. Der in Artikel 15 § 2 genannte Betrag wird an den Verbraucherindex des Monats September 1994 gebunden. Er wird am ersten Januar eines jeden Jahres unter Berücksichtigung des Indexes der Verbraucherpreise des Monats September des vorangegangenen Jahres angepaßt. Der aus dieser Anpassung hervorgehende Betrag wird jeweils auf 10 BEF auf- oder abgerundet.

§ 3. Die in Artikel 15 § 3, Absatz 2, genannten Beträge werden am ersten Januar jedes Jahres auf Vorschlag der « Société régionale wallonne du Logement » angepaßt.

Art. 8. In Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive wird § 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

« Die gemäß Artikel 15 § 1 und § 2 berechnete Miete darf nicht unter 12 % der in Artikel 15 § 3 Absatz 2, angeführten Mindesteinkommen liegen. »

Art. 9. Mit Ausnahme von Artikel 6, Absatz 1, der am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses in Kraft tritt, tritt der vorliegende Erlass am 1. Januar 1996 in Kraft.

Art. 10. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 95 — 765

[C — 27160]

9 MAART 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 betreffende de huur van woningen beheerd door de « Société régionale wallonne du Logement » (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) of de door haar erkende maatschappijen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1992

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de « Société régionale wallonne du Logement »;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 betreffende de huur van woningen beheerd door de « Société régionale wallonne du Logement » of de door haar erkende maatschappijen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1992;

Gelet op de adviezen van de « Société régionale wallonne du Logement », gegeven op 12 september 1994 en 13 februari 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de regeling van de toewijzing van sociale woningen dringend moet worden herzien met het oog op de concrete verbetering van de op dat gebied toegepaste procedures;

Overwegende dat de door de « Société régionale wallonne du Logement » erkende maatschappijen over de nodige tijd moeten kunnen beschikken om voornoemde herziening in hun werking te integreren, met name op informaticagebied;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan « besluit van de Waalse Gewestexecutieve », het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 betreffende de huur van woningen beheerd door de « Société régionale wallonne du Logement » of de door haar erkende maatschappijen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1992.

Art. 2. In artikel 5 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve wordt vóór de woorden « de aangepaste woning » « § 1 » toegevoegd.

Hetzelfde artikel 5 wordt met de volgende paragraaf aangevuld :

« § 2. Als de huurder, onverminderd de bepalingen van artikel 15, § 5, een niet aangepaste woning met minstens twee overtollige kamers huurt en als de maatschappij hem een andere aangepaste woning in dezelfde gemeente voorstelt, is hij verplicht er in te trekken binnen een termijn van drie maanden met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op de bij aangetekende brief gestuurde kennisgeving van het voorstel van de maatschappij ».

**Art. 3.** In artikel 6 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve wordt § 3 door volgende tekst vervangen :  
 « § 3. In elke categorie wordt de leegstaande woning toegewezen aan de gegadigde huurder die het hoogste aantal punten heeft behaald i.v.m. volgende gevallen :

Gevallen	Punten
De huurder moet een woning verlaten die het voorwerp is geweest van een onbewoonbaarheidsbesluit. De bewoner van een woning die onbewoonbaar is verklaard door de ambtenaren van de Afdeling Huisvesting.	8
De huurder moet een woning verlaten die het voorwerp is geweest van een onteigeningsbesluit. De huurder moet een wegens overbevolking ongezonder woning verlaten. Beschouwd wordt als verkerende in een extreme sociale noodtoestand, de persoon die : — het slachtoffer is van een rampzalige gebeurtenis; — door een O.C.M.W. als dakloos is erkend; — een caravan verlaat die zij als hoofdwoonplaats bewoonde.	6
Het paar, gehuwd of bestaande uit personen die minder dan acht jaar ongehuwd samenwonen en ten minste één kind ten laste hebben. De persoon die gescheiden is of op het punt staat te scheiden, met één of meer kinderen ten laste. De alleenstaande zwangere vrouw of bloedverwant met één of meer kinderen. Het gezin waarvan de echtgenoten niet ouder zijn dan 30 jaar.	4
De rechthebbende op een pensioen van krijgsgevangene en, de oorlogsinvaliden. De gewezen politieke gevangene en zijn rechthebbenden. De mijnwerker of de gewezen mijnwerker.	3
De huurder wiens huurcontract door de verhuurder ontbonden is overeenkomstig artikel 3, § 2, van de wet van 21 februari 1991 tot wijziging en aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de huurcontracten, gewijzigd bij de wet van 1 maart 1991.	2
De persoon die ten gevolge van een erkende beroepsziekte of een arbeidsongeval geen beroepsbezigheid meer kan uitoefenen, of de persoon die een dergelijke persoon ten laste heeft. De persoon die door arbeidsverlies geen beroepsbezigheid meer kan uitoefenen. De gehandicapte of de persoon die een gehandicapte ten laste heeft, in de zin van het Wetboek der inkomstenbelastingen. De persoon die een boot verlaat waarvoor het Rijk een slooppremie toekent.	

Aan deze criteria worden, overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, twee punten per jaar anciënniteit van de kandidatuuraanvraag toegevoegd ».

**Art. 4.** In artikel 7 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve wordt § 1 door volgende tekst vervangen :  
 « Onverminderd de bepalingen van het vierde lid wordt de leegstaande woning, indien zij aangepast is, in volgorde toegewezen aan :

- 1° het gezin van de eerste categorie met het grootste aantal punten;
- 2° het gezin van de tweede categorie met het grootste aantal punten.

Bij gelijke punten wordt de woning eerst toegewezen aan het gezin waarvan de hoofdwoonplaats gevestigd is op het grondgebied van een gemeente die aandelen heeft in het kapitaal van de betrokken maatschappij, en vervolgens aan het gezin dat het langst is ingeschreven in het gegadigdenregister.

De kandidatuur van een gezin dat een woning heeft geweigerd, wordt geschrapt. Om opnieuw in aanmerking te worden genomen, moet zij overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 hernieuwd worden.

In de loop van hetzelfde jaar moeten minstens 2/3 van de woningen toegewezen worden aan de gegadigde huurders van de in artikel 6, § 2, bedoelde eerste categorie, met uitzondering van de maatschappijen die het voorwerp zijn geweest van een met redenen omklede beslissing van de « Société régionale wallonne du Logement ».

**Art. 5.** Artikel 12 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve wordt door volgende tekst vervangen :

« De huurder die zich door een beslissing van de maatschappij benadeeld acht, kan binnen de maand na kennisgeving van die beslissing, bij aangetekende brief klacht indienen bij de zetel van de maatschappij.

Na advies van de commissaris van de « Société régionale wallonne du Logement », is de maatschappij ertoe gehouden zich binnen één maand na indiening van de klacht bij met redenen omklede beslissing erover uit te spreken en haar beslissing bij aangetekende brief aan de huurder mede te delen. »

**Art. 6.** In artikel 15 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve wordt § 3, tweede lid, door volgende tekst vervangen :

« De bij de berekening of de herziening van de huurprijs door de maatschappij in aanmerking genomen minimuminkomsten mogen niet lager zijn dan 241 240 F voor een alleenstaande persoon en dan 321 654 F voor de andere gezinnen. »

In hetzelfde artikel wordt een als volgt luidend § 5 toegevoegd :

« Na afloop van de termijn waarvan sprake in artikel 5, § 2, betaalt de huurder wiens gezin geen gehandicapte telt, naast de huurprijs berekend overeenkomstig de artikelen 15 en 19, een supplement van 1 000 frank per maand en per overtollige kamer; de eerste overtollige kamer is niet aan het supplement onderworpen. »

**Art. 7.** Artikel 18 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve wordt door volgende tekst vervangen :

« § 1. De in de artikelen 3 en 6 vermelde bedragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijs van de maand september 1991. Op voorstel van de « Société régionale wallonne du Logement » worden zij jaarlijks op 1 januari aan de index van de maand september van het vorige jaar aangepast, met verhogingen van 2 %. De uit deze aanpassing voortkomende bedragen worden op duizend frank afgerond.

§ 2. Het in artikel 15, § 2, vermelde bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand september 1994. Het wordt jaarlijks op 1 januari aan de index van de maand september van het vorige jaar aangepast.

Het uit deze aanpassing voortkomende bedrag wordt op tien frank afgerond.

§ 3. Op voorstel van de « Société régionale wallonne du Logement » worden de in artikel 15, § 3, tweede lid, vermelde bedragen jaarlijks op 1 januari aangepast. »

Art. 8. In artikel 19 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve wordt § 1 door volgende tekst vervangen :  
« De overeenkomstig artikel 15, § 1 en 2, berekende huurprijs mag niet lager zijn dan 12 % van de in artikel 15, § 3, tweede lid, bedoelde minimuminkomsten. »

Art. 9. Behalve artikel 8, eerste lid, dat van kracht wordt op de dag van bekendmaking van dit besluit, treedt dit besluit in werking op 1 januari 1996.

Art. 10. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTERE DE LA JUSTICE

#### Ordres nationaux

Par arrêté royal du 15 mars 1995, M. Delmulle, N., président consulaire honoraire du tribunal de commerce d'Audenarde, est nommé Officier de l'Ordre de Léopold II.

Par arrêté royal du 20 mars 1995, M. Vandebussche, G., juge consulaire honoraire au tribunal de commerce d'Ypres, est nommé Chevalier de l'Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile.

Par arrêté royal du 20 mars 1995, Mme Donck, M., président consulaire honoraire du tribunal de commerce d'Ypres, est nommée Officier de l'Ordre de Léopold II.

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 17 mars 1995, il est mis fin aux fonctions de Mlle Van Britsom, A., greffier-chef de greffe de la justice de paix du second canton de Mons, à partir du 1<sup>er</sup> février 1995.

L'intéressée est admise à faire valoir ses droits à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 8 mars 1995 sont nommés commis-greffier au tribunal de première instance de Liège :

- Mlle Vandepuut, C., licenciée en droit;
- M. Barthelemy, P., commis-secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles;
- Mme Derèze, M., employée sous contrat au greffe de la justice de paix du canton de Grivegnée.

Par arrêtés royaux du 17 mars 1995 sont nommées commis-greffier à la cour d'appel de Liège :

- Mme Thirifays, J., rédacteur au greffe de cette cour;
- Mme Baudart, J., employée principale au greffe de cette cour;
- Mme Martin, F., employée au greffe de cette cour.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 15 maart 1995 is de heer Delmulle, N., erevoorzitter in handelszaken van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, benoemd tot Officier in de Orde van Leopold II.

Bij koninklijk besluit van 20 maart 1995 is de heer Vandebussche, G., ererechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Ieper, benoemd tot Ridder in de Leopoldsoorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Bij koninklijk besluit van 20 maart 1995 is Mevr. Donck, M., erevoorzitter in handelszaken van de rechtbank van koophandel te Ieper, benoemd tot Officier in de Orde van Leopold II.

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 17 maart 1995 is een einde gesteld aan de functies van Mej. Van Britsom, A., griffier-hoofd van de griffie van het vredegerecht van het tweede kanton Bergen, met ingang van 1 februari 1995.

Betrokkene mag haar pensioenaanspraak doen gelden en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 8 maart 1995 zijn benoemd tot klerk-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik :

- Mej. Vandepuut, C., licentiaat in de rechten;
- de heer Barthelemy, P., klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;
- Mevr. Derèze, M., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van het vredegerecht van het kanton Grivegnée.

Bij koninklijke besluiten van 17 maart 1995 zijn benoemd tot klerk-griffier bij het hof van beroep te Luik :

- Mevr. Thirifays, J., opsteller bij de griffie van dit hof;
- Mevr. Baudart, J., eerstaanwezende beambte bij de griffie van dit hof;
- Mevr. Martin, F., beambte bij de griffie van dit hof.